

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N° 346 DU JEUDI 19 SEPTEMBRE 2024 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

INTERVIEW

PLUS DE 258 HECTARES POUR RECASER
LES VICTIMES DE KAPORO-RAILS

**« On ne peut pas
mesurer notre joie... »**
(Porte-parole du Collectif)

P.3



Édito à vue d'Aigle

Kaporo-rails, une injustice réparée !

Le samedi 14 septembre 2024, après plusieurs années de mécontentement, de frustration, d'épreuves et de luttas sans relâche, les membres du Collectif des Victimes de Kaporo-rails, Kipé II et Dimesse ont été finalement rétablis dans leurs droits rétablis. Ce jour-là, en effet, il leur a été restitué leurs titres fonciers et des plans parcellaires au cours d'une cérémonie officielle qui s'est tenue à Wonkifong, dans la préfecture de Coyah. Une cérémonie présidée par le Ministre Secrétaire Général de la Présidence, le Général Amara CAMARA, en présence de certains membres du gouvernement et hauts cadres de l'administration publique... P.2

ELHADJ GANDHO BARRY, DG D'EDG

P.2



**« EDG est dans une
situation économique et
financière très délicate... »**

EVÈNEMENTS DU 28 SEPTEMBRE 2009 P.4



Fin de cavale pour Claude Pivi

RENTÉE SCOLAIRE

P.5



**Le DCE de Matoto met en
garde les responsables
d'écoles privées (Entretien)**

DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE SÉNÉGALAISE P.6

**L'ire de la coalition de l'ancien
président Macky Sall (Entretien)**

SOMMET DES BRICS 2024

P.7

Un événement important

VIE DE LA NATION

P.5

**L'ancien ministre Djigui Camara tient
au respect des valeurs et mœurs**

Édito à vue d'aigle



Kaporo-rails, une injustice réparée !

Le samedi 14 septembre 2024, après plusieurs années de mécontentement, de frustration, d'épreuves et de luttas sans relâche, les membres du Collectif des Victimes de Kaporo-rails, Kipé II et Dimesse ont été finalement rétablis dans leurs droits rétablis. Ce jour-là, en effet, il leur a été restitué leurs titres fonciers et des plans parcellaires au cours d'une cérémonie officielle qui s'est tenue à Wonkifong, dans la préfecture de Coyah. Une cérémonie présidée par le

Ministre Secrétaire Général de la Présidence, le Général Amara CAMARA, en présence de certains membres du gouvernement et hauts cadres de l'administration publique.

Pour rappel, en 1998 (sous Lansana Conté) puis en 2019 (sous le professeur Alpha Condé), nombreux sont les habitants de Kaporo-rails, Kipé 2 et Dimesse, dans la commune de Ratoma, qui ont été déguerpis de leurs concessions, avec toutes les conséquences que cela comporte. La plupart des enfants des déguerpis ont été contraints à abandonner l'école. Des foyers se sont disloqués. Le nombre des «sans domicile fixe» a considérablement augmenté. C'est cette injustice injustifiable qui vient d'être réparée sous le CNRD, à sa tête le Général Mamadi Doumbouya et son gouvernement. Quelque temps après sa prise du pouvoir, l'on s'en souvient, l'ancien commandant du Groupement des Forces spéciales avait pris la décision de restituer les Cases de Bellevue à la famille de feu Ahmed Sékou Touré. L'aéroport international de Conakry a été rebaptisé au nom du premier président de la Guinée indépendante. Une décision qui a mis dans tous ses états l'Association des victimes du camp Boiro qui peine à pardonner les cas de morts et de tortures imputés à l'homme qui a présidé aux destinées de la Guinée du 2 octobre 1958 au 26 mars 1984, soit 26 ans de règne sans partage. Le Général de corps d'armée Mamadi Doumbouya semble donc se poser en réparateur de tort et d'injustice. Le type de dirigeant dont la Guinée a absolument besoin pour réconcilier ses filles et fils avec leur histoire commune, aussi tumultueuse soit-elle. Même si les détracteurs du tombeur d'Alpha Condé pensent, à tort ou à raison, qu'il est plutôt en train de se livrer à l'achat de conscience des Guinéens et aux actes de populisme pour se maintenir au pouvoir contre la volonté de la majorité de la population. Il faut dire que d'autres Guinéens attendent d'être rétablis dans leurs droits. Parmi eux, l'on peut citer notamment les victimes du camp Boiro, les victimes du 4 juillet 1985 (coup Diarra), les victimes des événements tragiques du 28 septembre 2009 ou encore les victimes des manifestations sociopolitiques à Conakry et à l'intérieur du pays.

Kéfina Diakité

ACTUALITÉ

ELHADJ GANDHO BARRY,
DG D'EDG

« EDG est dans une situation économique et financière très délicate... »

Elhadj Gando Barry a été installé le vendredi 13 septembre 2024, dans ses nouvelles fonctions de Directeur général de l'Électricité De Guinée (EDG). Une occasion qu'il a mise à profit pour décliner ses priorités.



« Le contexte actuel de notre secteur est certes non reluisant face aux attentes de nos populations mais je reconnais qu'en si peu de temps, nous avons accompli beaucoup de choses ensemble. Ces défis récents avec l'arrivée du bateau KPS et notre engagement envers la durabilité, ont renforcé mon opinion personnelle et professionnelle qu'ensemble nous pouvons réaliser un excellent travail. C'est le lieu de souligner cet état de fait de chacun d'entre vous, dont les efforts ont été la clé de ce résultat collectif », a déclaré le Directeur général par intérim d'EDG, N'Faly Diaby. Avant de dire à son successeur ce qui suit : « Nous sommes convaincus que sous votre direction éclairée, EDG-SA poursuivra son essor et relèvera les défis stratégiques qui l'attendent. Votre expérience, votre vision et votre leadership seront des atouts déterminants pour la réussite des projets en cours et futurs. Nous sommes impatients de collaborer avec vous pour le bien de notre entreprise et de la nation guinéenne. En vous réitérant mes félicitations, je vous souhaite plein succès dans cette nouvelle responsabilité »

Prenant la parole à cette occasion, le nouveau DG d'EDG, Elhadj Gando Barry, a déclaré : « Tout le monde le sait, EDG est

dans une situation économique et financière très délicate. Mais c'est une opportunité que nous avons pendant le magistère du Président de la République de transformer cette entité pour en faire un business rentable, une vraie entreprise de service public. Je suis convaincu que c'est possible avec le soutien total dont EDG bénéficie de la part du gouvernement à sa tête le Premier ministre et les tutelles techniques d'EDG-SA. Pour cela, EDG doit être transformée dans sa gouvernance et son organisation ; EDG doit s'adapter aux contraintes du budget national de notre pays ; EDG doit s'adapter aux changements climatiques pour devenir un modèle de réussite pour chaque Guinéen, chaque client, chaque partenaire... Mon objectif en tant que Directeur Général est très clair : répondre de manière durable aux besoins en énergie des ménages et des partenaires. Pour atteindre cet objectif, il faut du patriotisme, de la rigueur et de la créativité. Il faut repenser nos méthodes de travail, anticiper, réévaluer nos priorités, répondre rapidement et efficacement à la demande croissante des clients d'EDG. Ce pari, nous pouvons le relever en rétablissant d'abord la confiance au niveau de la population et des partenaires d'EDG. »

Mamadou Oury



Autorisation N°299/PR/TP/K/2018 - Siège : Hamdaye 2
Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la
Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de
Guinée

E-mail : laigleinfosn@gmail.com - tél. (+224) 621935388

Fondateur & Administrateur Général

Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité
Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

Directeur de Publication

Amadou Sadjo Diallo

Rédacteur en Chef

Sékou Condé

Secrétaire Général de la Rédaction

Sammuel M'Bemba

Comité de Rédaction

Sammuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité,
Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadjo Diallo

Collaborateurs:

Thomas Morgan Mamy, Moise Sidibé, Isidoros Karderinis

Stagiaire: Mamadou Oury Bah

Service Commercial, Marketing, Abonnement,

Annonces et Pub

Oumar Kabirou Kaba

654 75 56 50

Imprimeur

Arbaba Barry

628463493

Imprimerie

Le Scribe

Distribution

L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page

Mohamed Lamine Camara - 664 57 99 72

Édité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition
et de Communication)

Interview

PLUS DE 258 HECTARES POUR RECASER LES VICTIMES DE KAPORO-RAILS

« On ne peut pas mesurer notre joie... » (porte-parole du Collectif)

Le gouvernement de la transition a trouvé un domaine de plus de 258 hectares pour recaser les victimes de Kaporo-rail, Kipé 2 et Dimesse de 1998 et 2019. La cérémonie de remise officielle du titre foncier et un plan d'aménagement a eu lieu à Wonkifong, la semaine dernière dans la commune de Coyah. Un geste qui vient consoler à plus d'un, ces victimes qui ont assisté impuissamment à la destruction de leurs habitations à l'époque par les régimes précédents. Mamadou Samba Sow, porte-parole de ce collectif n'en revient pas. Il remercie le président de la transition pour la réparation dit-il, de l'injustice qu'ils ont subie.

L'Aigleinfos : Enfin, le gouvernement de la transition sèche les larmes des victimes de KAPORO-RAIL, Kipé 2 et Dimesse en vous remettant le titre foncier et le plan d'aménagement d'un vaste domaine à Wonkifong. Quelle réaction avez-vous eue, en tant que victime ?

Mamadou Samba Sow : C'est une réaction de joie qu'on ne peut pas mesurer lorsqu'on n'est pas victime d'une telle situation. Une maison est une vie. Vous savez dans notre pays, quand n'on est pas un haut placé ou un opérateur économique pour construire une maison, parfois c'est une vie. Et donc voir une personne s'abriter derrière la puissance publique et venir détruire cette maison, et quand quelqu'un d'autre qui ne l'a pas fait peut venir réparer cette injustice là, vous ne pouvez pas mesurer de façon claire et normale la joie qui peut animer les personnes qui ont été victimes d'une telle atrocité.

L'Aigleinfos : Vos habitations ont été détruites en 1998 et 2019 par des gouvernements qui se sont succédé. Est-ce que vous avez le nombre exact de familles qui ont été touchées ?

Mamadou Samba Sow : La liste qui a été établie en 2023 combine à la fois les victimes de 2019 et celles de 1998. Un travail remarquable a été fait par un cabinet international Shemas consulting, et il a été recensé 2673 (deux mille six cent soixante-treize) familles avec leurs biens. Cette liste a été transmise à la SONAPI et elle est parvenue au collectif.

L'Aigleinfos : Qui sont les personnes qui se sont impliquées pour l'aboutissement de ce processus ?

Mamadou Samba Sow



: Il y en a beaucoup. À commencer par le président de la république, le Général Mamadi Doumbouya, le ministre secrétaire général à la présidence de la République, le Général Amara Camara qui gère le projet de construction de la cité administrative de Koloma à travers la SONAPI. C'est à travers ce projet-là, il a été prévu un compartiment destiné à rétablir les victimes. Il y a aussi d'autres personnalités comme le conseiller principal du président, les ministres Moussa Moïse Sylla, Ousmane Gaoual Diallo, la Directrice de la SONAPI et tant d'autres organisations de la société civile, des droits de l'Homme, nos avocats Me Dramé, Paul Yomba, Béa, la presse, la diaspora, la coordination nationale des Foulbè et Hali Poular de Guinée, les acteurs politiques. On ne peut pas citer tout le monde car la liste est longue.

L'Aigleinfos: Ce geste intervient à un moment où d'autres victimes qui n'ont pas pu supporter

la destruction de leurs habitations ne vivent plus. Comment le cas de ceux-ci sera géré dans le partage du domaine ?

Mamadou Samba Sow : Des personnes sont décédées mais leurs familles existent et elles ont déposé des documents. Pour éviter des tiraillements, si chef de famille ne vit plus ou il ne peut plus se déplacer, il a été demandé à ces familles de faire des procès-verbaux signés et désigner quelqu'un qui va agir en leur nom. Donc personne n'a été oublié sauf celui qui n'était pas au courant de ce déguerpissement.

L'Aigleinfos : Qu'est-ce que vous demandez aux autorités pour éviter que ce site ne fasse l'objet d'occupation illégale ?

Mamadou Samba Sow : Cela a été discuté. Le site est de plus 258 hectares (deux cent cinquante huit) contenant des bornes. Pour sa sécurisation, nous demandons de nous aider. Maintenant c'est à l'Etat à travers ses services compétents de gérer. Est-

sera de façon équitable avec l'implication de l'Etat.

L'Aigleinfos : Est-ce qu'on peut s'attendre à un rebondissement dans les dossiers de poursuites judiciaires engagées contre des cadres sous le régime défunt malgré ce cap que vous avez franchi ?

Mamadou Samba Sow : Nous avons poursuivi deux personnes au pénal. Le ministre Ibrahima Kourouma dont le tribunal s'est déclaré incompetent parce qu'il est ancien ministre, mais on verra lorsqu'il y aura une juridiction compétente en la matière parce qu'il a fait preuve d'abus d'autorité, destruction de biens privés en se servant du manteau de l'Etat. Il y a Monsieur Mohamed Mama Camara qui a signé l'ordre de mission. Certes il n'avait pas prévu les casses mais l'identification des familles. Il a été condamné sauf qu'il est en fuite, et lorsque le tribunal l'attrapera, la peine sera appliquée. On avait aussi saisi la CEDEAO mais lorsque le Général Mamadi Doumbouya nous a tendu la main, on ne pouvait la refuser au profit d'une procédure judiciaire qui peut aussi être longue. Donc pour l'instant, nous privilégions le dialogue.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Mamadou Samba Sow, porte-parole du collectif des victimes de KAPORO-RAIL, Kipé 2 et Dimesse !

Mamadou Samba Sow : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D



EVÈNEMENTS DU 28 SEPTEMBRE 2009

Fin de cavale pour Claude Pivi

Le colonel Claude Pivi alias Coplan condamné pour crime contre l'humanité dans les événements du 28 septembre 2009, a été arrêté le mardi 17 septembre 2024 par la police libérienne. Il s'était évadé de la maison centrale de Conakry le 4 novembre dernier avec l'ex-chef de la junte Moussa Dadis Camara et deux autres accusés. Sa tête avait même été mise à prix pour 500 millions gnf.

Contacté par Mediagiinee, le mercredi 18 septembre 2024, Me Abdourahamane Dabo, un des avocats de Claude Pivi, a confirmé l'arrestation de son client. « Ce n'était pas d'abord le moment en principe de communiquer. Parce que vous n'êtes pas sans savoir qu'il y a une communication officielle d'abord sur cette situation. Mais de toute façon en tant que conseil de monsieur Claude PIVI, je peux vous confirmer effectivement son arrestation mais sans pourtant vous donner d'abord plus de détails pour des mesures de sécurité. Je ne suis pas entré directement en contact avec lui mais avec un de ses proches qui m'a confirmé l'information » Contrairement à ce qui avait été dit, "Grand Co", comme l'appelle Toumba Diakité, n'a pas été arrêté en compagnie de son fils Verny, qui l'avait aidé à s'évader de la



maison centrale de Conakry. « Je n'ai pas eu d'information par rapport à ça. Je ne connais pas son fils et je n'ai jamais échangé avec lui. Donc, c'est seulement l'arrestation du colonel que je

peux vous confirmer », a précisé Me Dabo.

Dans la foulée, dans un communiqué publié dans un média de la place, le ministre de la Justice Yaya Kairaba Kaba a

annoncé que Claude Pivi a été ramené à la Maison centrale pour y purger sa peine. « Le mardi 17 septembre 2024, les efforts conjoints des Forces de Défense et de Sécurité ont

permis d'arrêter le fugitif. Il a été ramené à la maison centrale pour purger sa peine conformément à la loi... À la suite de l'évasion de certains accusés de l'affaire dite des événements du 28 septembre 2009 survenue dans la nuit du 04 au 05 novembre 2023 à la maison centrale de Conakry, le Parquet du Tribunal militaire permanent de première instance de Conakry a lancé une procédure de recherche le 22 janvier 2024 contre Monsieur Claude PIVI. Le 31 juillet 2024 et en lien avec le procès du massacre des événement du 28 septembre 2009, Claude PIVI a été condamné à la prison à perpétuité pour crime contre l'humanité », a indiqué le ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Yaya Kairaba Kaba. Fin de cavale donc pour l'homme le plus recherché de la Guinée.

Mamadou Oury

ACCUEIL DU PRÉSIDENT DE LA TRANSITION

Des pro-CNRD ont proféré des injures au siège du RPG à Gbessia (Marc Yombouno)

Le principal sujet qui était à l'ordre du jour lors de l'assemblée générale de l'ancien parti au pouvoir, le samedi 14 septembre 2024, était axé sur l'accueil réservé au général Mamadi Doumbouya à son retour de la Chine où il a pris part au Forum Chine Afrique-FOCAC.

Le mercredi, 11 septembre 2024, le président de la transition a été accueilli par une foule compacte depuis l'aéroport Ahmed Sékou Touré jusqu'à Kaloum en passant par Madina. Des T-shirts floqués "Bon retour mon général", "Atewala" qui signifie "il ne va pas" en Maninka et tant d'autres slogans étaient visibles sur le terrain. Cet accueil réservé à un président de la transition a sorti l'ancien parti au pouvoir de son orgueil. Marc Yombouno, membre du bureau politique national du parti a affirmé au cours de l'assemblée générale du RPG, au siège du parti à Gbessia, que cette mobilisation autour de l'arrivée de Doumbouya ressemble à une campagne électorale.

« Avec ce qui s'est passé à l'arrivée du Président de la transition, on se pose la question. Est-ce que nous sommes dans une période de transition ou bien dans une période de campagne électorale? C'est-à-dire, en

politique c'est cette question qu'on se pose. Si c'est en transition, on n'avait pas besoin de voir beaucoup de choses, réunir beaucoup de choses parce que la transition est cadrée, elle est normée, elle est dans une logique qui est un plan accepté par les nouvelles autorités et la CEDEAO. Et ce plan qui est programmé, c'est le chronogramme dynamique de la transition. Aujourd'hui, ça devrait être la référence de toutes les activités réelles mesurables que les nouvelles autorités devaient se dire c'est ce qu'on doit réaliser. Les autres, ce sont des activités normales, vous avez le budget pour ça », a-t-il fait remarquer.

Des acteurs politiques pro-CNRD ont aussi pris part à l'arrivée du président de la transition. Le parti jaune n'a pas apprécié ce comportement de ces acteurs et se demande sur la véritable raison de la création de leurs formations.

« Le CNRD a interdit les manifestations ou toute activité

politique dans la rue. Ce qui est permis, c'est des rencontres dans les sièges comme on est en train de tenir notre assemblée. Mais qu'est-ce qui a été violé? Vous avez vu pendant l'accueil, des présidents des partis politiques pro-CNRD qui ont participé avec leurs militants dans la rue. Ils ont manifesté avec des pancartes, ils ont fait des slogans et ça c'est une violation. Ou bien ils ne sont plus partis politiques, ils sont de la société civile ou bien des citoyens simples mais ils ne devraient pas être là. Et si c'est le RPG qui sort demain, est-ce que ça sera permis? C'est ce qu'il faut analyser et attirer l'attention des nouvelles autorités que ça ne pourra pas aller comme ça. On n'a pas besoin de ça », s'est insurgé l'ancien ministre du Commerce. Selon les cadres du parti fondé par Alpha Condé, des partisans pro-CNRD ont investi leur siège ce jour pour proférer des injures aux yeux des agents de sécurité postés à quelques



mètres du siège.

« Ceux qui étaient au siège ce jour, nous ont carrément dit avec preuves à l'appui qu'il y a eu des injures préférées à la devanture à l'encontre du parti et à l'encontre des leaders. Ce n'est pas une très bonne chose. Ces provocations devraient cesser. Aujourd'hui, il y a des vidéos qui circulent

où des personnes âgées, des femmes qu'on aurait appelées nos mamans, profèrent des injures indécentes en pleine rue à côté des véhicules de police. Des véhicules de police sont arrêtés et des injures sont en train d'être proférées », a-t-il déploré.

Samuel Demba. D

Interview

RENTRÉE SCOLAIRE

Le DCE de Matoto met en garde les responsables d'écoles privées

Le Directeur Communal de l'Education de Matoto met les bouchées doubles pour une rentrée scolaire réussie. Selon la première autorité éducative de cette juridiction, tous les établissements de sa commune ont reçu leurs livrets scolaires. Il l'a dit dans un entretien accordé à votre hebdomadaire. Sékou Kaba a mis en garde les responsables d'écoles privées qui vont à l'encontre des tarifs fixés par le ministère concernant les inscriptions et réinscriptions.



L'Aigleinfos : La rentrée scolaire programmée pour le 25 septembre 2024 sur toute l'étendue du territoire national. Comment vous vous préparez à Matoto pour rendre effective cette rentrée ?

Sékou Kaba : Vous savez

depuis des années, les élèves guinéens étaient habitués à avoir quatre mois de vacances. Et cette année, le ministre Jean Paul Cedy a décidé rouvrir les salles de classe en septembre. Chose qui est à saluer parce que les enfants quand ils tardent à la maison, deviennent

paresseux. Mais vous savez, il y a deux rentrées: la rentrée pédagogique et la rentrée administrative. La seconde, c'est elle qui consiste à faire des travaux d'embellissement de l'école, le nettoyage des salles de classe.

L'Aigleinfos : En parlant de la rentrée administrative, est-ce qu'à Matoto vous êtes prêt à accueillir les élèves ?

Sékou Kaba : Là où je vous parle, les manuels scolaires et les livrets scolaires sont déjà distribués et les cahiers sont presque dans les écoles donc bref, les cours pédagogiques sont en train d'être élaborés et dès après la rentrée administrative, toutes les rubriques seront finalisées.

L'Aigleinfos : Il nous a été remonté que dans des écoles privées, certains responsables ne respectent pas les frais d'inscription fixés par le ministère. Et quand les parents leur font le reproche, ils disent que mon école n'est pas une propriété

de l'Etat. Ici, dans votre juridiction, est-ce le cas ?

Sékou Kaba : Si j'ai bonne mémoire, c'est la troisième année déjà que le gouvernement a uniformisé les frais d'inscription et réinscription. Et le plafonnement pour les élèves est 150 mille gnf et c'est selon la taille de l'école. Et la réinscription c'est à 100 mille gnf. Vous pouvez vérifier dans tous les établissements à Matoto, le tarif est respecté. Dès que je me rends compte qu'une école a failli, automatiquement des sanctions sont prises à l'instant T.

L'Aigleinfos : La rentrée scolaire tombe sur un mercredi, donc en milieu de semaine. Et très souvent, l'élève guinéen attend le lundi pour se présenter dans son école sous prétexte qu'il n'y aura pas de cours. Est-ce que vous avez un message pour ceux qui sont déjà prêts à cela ?

Sékou Kaba : On n'a pas la force d'aller cueillir les enfants

à la maison mais retenez que tout simplement, l'élève qui se rendra dans une salle de classe, il sera bien enseigné car les premiers jours sont souvent décisifs.

L'Aigleinfos : Vous dites que les examens se préparent dès les premiers jours. Quel est le ton pour cette année scolaire ?

Sékou Kaba : Il faut que les enfants viennent étudier et de dire aux parents de laisser leurs enfants et de connaître leurs emplois du temps. Ils doivent se rassurer que si mon enfant quitte à la maison c'est de venir à l'école et après c'est la maison. Il faut que l'enfant soit suivi.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur le Directeur communal de l'éducation de Matoto !

Sékou Kaba : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

VIE DE LA NATION

L'ancien ministre Djigui Camara tient au respect des valeurs et mœurs

Djigui Camara, ancien ministre de la Coopération internationale, sous Lansana Conté a signé cette tribune dans laquelle il interpelle sur l'indécence sur la toile. Lisez...

« Comme de nombreux compatriotes, je suis affligé de voir l'odieux spectacle auquel certains de mes frères artistes et blogueurs se livrent sur la toile en se laissant aller à des insanités, parfois sous forme de chansons nauséabondes, qui touchent leur propre dignité, celle des autorités et même des Guinéens forcément indignés. Face à ce bras de fer malheureusement entretenu par ceux-là même qui ont la charge morale de participer à la conscientisation et à la moralisation des mœurs chez nos populations, j'invite humblement mes frères artistes et blogueurs, dans leurs luttes et batailles politiques légitimes, à tenir compte de nos valeurs et mœurs, au respect mutuel et des autorités du pays afin de préserver l'image internationale de notre chère pays, la Guinée au dessus de toute autre

considération.

Ce spectacle est honteux et dévalorise l'image de la Guinée et du Guinéen. Pourtant, par sa croyance ancestrale, son sens de la pudeur, le peuple Guinéen dans son ensemble porte des mœurs reconnues comme irréprochables partout dans le monde. Jamais cette respectabilité dont nous sommes très fiers, n'a été prise à défaut encore moins remise en cause nulle part et par qui que ce soit.

Les clivages politiques qui secouent la Guinée ne sont point nouveaux, ils sont aussi vieux sinon plus anciens que notre multipartisme.

En outre, nos différences, nos divergences politiques ou nos confrontations parfois épiques, n'ont rien de singulier. En effet, en Guinée comme ailleurs, les luttes politiques ont souvent été tendues et même violentes

parfois, mais jamais le Guinéen n'a accepté de tomber dans la bassesse, dans une telle ignominie où le langage ordurier rivalise avec l'insolence et la vulgarité. Toutes choses fondamentalement contraires à notre éducation, à notre histoire, notre héritage culturel et à nos croyances qui nous enseignent les valeurs de la fraternité, de la solidarité et le respect mutuel.

Il faut dès lors que fin soit mis très rapidement à cette situation qui porte atteinte à l'image de notre pays dans la sous région, en Afrique et dans le monde, les réseaux sociaux étant un vecteur de communication universelle et instantanée.

Pour ma part, je lance un pressant appel aux parties en conflits, à mes frères afin qu'ils pensent à nos valeurs communes, à leurs fans pour qui ils sont des modèles et références, leurs enfants étant tous pères de

familles et à eux-mêmes, à ne pas oublier d'où ils viennent. Je les invite fraternellement et respectueusement au calme, à la retenue, à privilégier la paix, à mettre balle à terre, pour reprendre une expression publique. Dans leur combat ou lutte politique, leurs divergences politiques inhérentes à la vie, j'invite mes frères à penser aussi à la Guinée, à avoir pour elle la considération qu'elle mérite de la part de ses enfants.

Dans les affrontements politiques qu'ils se livrent au quotidien, j'invite mes frères à se démarquer des insanités et de l'insolence avilissante pour eux-mêmes, pour les dirigeants et pour notre beau pays. Dans leur propre intérêt et dans l'intérêt de la Guinée, dans l'intérêt du message qu'ils souhaitent faire porter, je demande humblement à mes frères d'abandonner les injures sous toutes ses formes

contre les dirigeants du pays.

Que je le veuille ou non, que ça me plaise ou non, ils sont ceux qui représentent notre cher pays à travers le monde. À ce titre, ils doivent bénéficier de notre respect et de notre considération, même si nous ne les portons pas dans notre cœur.

Le combat politique en Guinée, comme partout ailleurs, doit garder une certaine dignité. On a le droit de s'exprimer de toutes les manières légales même violente, mais toujours sans offense ni insolence. Nous avons l'obligation, même dans les pires moments d'adversités, de préserver le respect, l'honneur et la considération que le reste du monde porte pour notre chère patrie, la Guinée. Vive la Guinée notre cher bien commun », peut-on lire dans la tribune de Djigui Camara.

Mamadou Oury

Interview

DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE SÉNÉGALAISE

L'ire de la coalition de l'ancien président Macky Sall

Le président sénégalais a dissous le jeudi, 12 septembre 2024, l'assemblée nationale. Bassirou Diomaye Faye a par la suite, convoqué le corps électoral en novembre pour les élections législatives. Certes, le successeur de Macky Sall en avait le droit, mais la coalition politique de son prédécesseur n'a pas apprécié. Moussa Sarr, porte-parole de cette alliance politique pense que l'actuel homme fort du Sénégal a procédé à cet acte pour éviter que son chef du gouvernement ne décline sa politique générale du gouvernement. À travers un entretien via Whatsap, ce politique a donné les dessous selon lui, de cette décision. Mais il reste convaincu que cela ne va pas les ébranler.

L'Aigleinfos : Comment avez-vous accueilli l'annonce de la dissolution de l'assemblée nationale à l'occasion de l'adresse à la nation du président Bassirou Diomaye Faye ?

Moussa Sarr : L'adresse à la nation du président Djomaye Faye du jeudi, s'est passée comme on s'y attendait. Le message en vérité avait pour objectif d'annoncer aux Sénégalais ce qu'ils savaient déjà. Nous les politiques savions que la dissolution de l'assemblée nationale allait intervenir en septembre à partir du 12. Constitutionnellement, le président avait les prérogatives mais le problème ce n'est pas la dissolution. Il a plutôt évité que son Premier ministre Ousmane Sonko aille devant l'assemblée nationale pour tenir la politique générale du gouvernement, c'était ça l'objectif principal. Ousmane Sonko et Bassirou Djomaye Faye ne veulent pas décliner leur vision parce qu'ils n'en ont pas. Le reste, c'est des arguments fallacieux, il n'y a pas de crise institutionnelle au Sénégal.

L'Aigleinfos : Que vous inspirent les motivations évoquées par le président par rapport à cette dissolution ?

Moussa Sarr : Je l'ai dit, les raisons sont fallacieuses car il n'y a pas de crise institutionnelle au Sénégal. Je rappelle que la semaine dernière, les députés ont voté à l'unanimité



des projets de lois venant du gouvernement. Parmi lesquels il y avait la mise en place de la commission nationale des droits de l'Homme. Tous les sénégalais étaient émus y compris le président Djomaye Faye parce que parmi les textes à l'ordre du jour, il y avait la déclaration de la politique générale du gouvernement qui devrait être faite le 13 septembre. Mais il a pris un décret avant cette date pour dissoudre le parlement, cela veut dire qu'il se décrédibilise. Aujourd'hui, tous les Sénégalais démocrates, épris de liberté et de la justice ont honte parce que nous avons un président qui a donné sa parole mais qui ne l'a pas respectée parce que rien ne

l'obligeait à prendre un décret pour convoquer la DPG.

L'Aigleinfos : Il a dans cette adresse à la nation convoqué le corps électoral, le 17 novembre 2024 pour des élections législatives anticipées. Pensez-vous que cette date est tenable ?

Moussa Sarr : Est-ce que nous aurons des élections crédibles, libres et transparentes à la date du 17 novembre ? Je ne peux pas le dire parce que la décision a été prise sans aucune concertation. Il a manqué d'élégance républicaine par ce qu'il aurait pu s'entretenir avec les principaux responsables de l'opposition, exprimer sa volonté pour

qu'ensemble nous trouvions la meilleure date mais il a pris cette décision de façon unilatérale. Peut-être qu'il cherchait à mettre l'opposition hors surprise mais si c'est cela, je crois que c'est peine perdue parce que les partis de l'opposition sont aguerris et nous nous organiserons même pour cette date, à aller aux élections et à gagner.

L'Aigleinfos : Votre coalition a enregistré un revers avec le départ de votre candidat à la dernière présidentielle, Amadou Bâ qui d'ailleurs a annoncé la création de son propre parti politique. Quel est l'avenir de votre coalition ?

Moussa Sarr : La coalition

Benno Book Yakaar est en train de se réorganiser et je crois que c'est normal. C'est une coalition qui a dirigé le pays pendant douze ans et qui a existé pendant tout ce temps mais qui a perdu l'élection présidentielle 2024. C'est normal qu'après cette triste élection que nous puissions se réorganiser. Nous travaillons parce que tous les partis membres sont conscients qu'il est temps de l'adapter à la situation politique actuelle parce qu'elle n'est plus au pouvoir elle est dans l'opposition. Le président Amadou Bâ, notre candidat à la dernière élection présidentielle veut créer son propre parti politique. Le processus est lancé et du point de vue démocratique, ça va enrichir la vie politique sénégalaise. Nous souhaitons la bienvenue au nouveau parti de Amadou Bâ dans l'échiquier politique. Nous sommes de gauche et membre de la confédération nationale de la démocratie et le socialisme. Nous sommes membre de la couche plurielle et nous travaillons à ce que notre coalition dépasse l'ensemble des sous-coalitions pour faire face à ce régime. Nous travaillons à cela et nous pensons qu'on va y arriver.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Moussa Sarr !

Moussa Sarr: C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

AG DU RPG ARC-EN-CIEL

Le parti d'Alpha Condé raille l'accueil réservé à Mamadi Doumbouya

Le récent accueil aux allures de campagne présidentielle réservé au président Mamadi Doumbouya s'est invité à l'assemblée générale hebdomadaire du RPG Arc-en-ciel qui s'est tenue le samedi 14 septembre 2024, au siège du parti à Gbessia, dans la commune du même nom.

De retour de Chine après sa participation au 9ème Forum sur la Coopération Sino-Africaine à Pékin, des mouvements

de soutien au CNRD ont pris d'assaut l'autoroute Fidel-Castro le mercredi 11 septembre 2024, pour réserver un accueil chaleureux au président de la transition guinéenne, le Général Mamadi Doumbouya. Cet accueil aux allures de campagne présidentielle avant la lettre s'est invité à l'assemblée générale hebdomadaire du RPG Arc-en-ciel qui s'est tenue le samedi 14 septembre 2024, au siège du parti à Gbessia,

dans la commune du même nom. Parlant de ce sujet précis, l'honorable Mohamed Lamine Kamissoko, membre du Bureau politique national du RPG Arc-en-ciel, a dit : « Le mercredi passé, le CNRD et son Gouvernement ont violé les dispositions de cette charte de la transition, après l'avoir élaborée et présentée à la CEDEAO. Et, tout le monde a entendu le Président, que même un jour ne sera pas ajouté à la durée

de la transition. Ils ont juré qu'ils respecteront les points inscrits dans la charte de la transition. Ils l'ont dit. Mais le mercredi, les bureaux sont fermés obligatoirement. Les chefs de quartier obligés à travailler dans les quartiers avec distribution de l'argent à outrance pour venir à la réception ». L'honorable Mohamed Lamine Kamissoko a par ailleurs pointé du doigt l'Union africaine, la CEDEAO à travers ses représentants

en Guinée et les institutions internationales qui, selon lui, gardent le silence souvent face à ce qui se passe en Guinée pendant cette transition que tout le monde apaisée. De plus en plus d'acteurs sociopolitiques accusent, à tort ou à raison, le général Mamadi Doumbouya de vouloir se porter candidat à la prochaine élection présidentielle en Guinée. Affaire à suivre...

Mamadou Oury

SOMMET DES BRICS 2024

Un événement important

Le sommet des BRICS se tiendra à Kazan, la capitale du Tatarstan, une ville russe située au confluent des rivières Volga et Kazanka dans le centre de la Russie européenne, du 22 au 24 octobre 2024.

Au 1er janvier 2024, cinq nouveaux pays ont rejoint la coalition des BRICS, qui comptait quatre membres (Brésil, Russie, Inde et Chine) lors de sa fondation en 2009 et à laquelle l'Afrique du Sud a adhéré en 2010. Il s'agit de l'Égypte, de l'Iran, des Émirats arabes unis, de l'Éthiopie et de l'Arabie saoudite, qui n'a cependant pas franchi le pas final de son adhésion à l'alliance du «Sud Global» et participe en tant que visiteur-observateur aux réunions du bloc.

Ce fait est un indicateur fort du pouvoir croissant de l'union et de son rôle dans les affaires internationales. Les BRICS attirent un nombre toujours croissant de partisans et de pays partageant les mêmes idées qui partagent les principes et valeurs fondamentaux de la coalition.

Les BRICS sont présentés comme une alternative à ce que ses membres considèrent comme des institutions contrôlées par l'Occident, telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Les nouveaux membres peuvent potentiellement accéder au financement par l'intermédiaire de la banque de développement de la coalition, ainsi qu'élargir leurs relations politiques et commerciales.

Ainsi, les pays BRICS représentent collectivement aujourd'hui 45% de la population mondiale avec environ 3,5 milliards de personnes, un tiers de la surface solide de la Terre, 44% de la production pétrolière mondiale totale ainsi que près d'un tiers du PIB mondial, soit environ 29 trilliards de dollars, ayant dépassé en termes de parité de pouvoir d'achat le G7, le groupe des sept économies les plus puissantes du monde développé.

Le président russe Vladimir Poutine a souligné que les pays du BRICS se développent à un rythme très rapide et ce rythme va continuer à s'intensifier. La force économique des



BRICS s'exprime au-delà des autres au niveau du FMI où leur quote-part de 8,4% en 2001 atteint 25,8% en 2022, tandis que dans la même période la quote-part du G-7 a diminué de 64,6% à 42,9%.

Les BRICS et l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) luttent ensemble contre le système économique néocolonial imposé par l'Occident et se complètent mutuellement, leur objectif principal étant la dédollarisation, tandis que les BRICS s'élargissent à de nouveaux pays et deviennent plus forts. Et ils se complètent mutuellement car l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) ne peut pas à elle seule créer un système monétaire unique qui serait une alternative au dollar américain.

Les BRICS n'existeraient finalement pas sans l'Organisation de coopération de Shanghai

(OCS), car cette dernière est une communauté internationale d'États qui constituent objectivement le noyau de la confrontation avec le monde centré sur les États-Unis.

Le sommet d'octobre à Kazan confirmera le droit volontaire des membres de la coalition BRICS à dédollariser les échanges commerciaux et financiers entre eux et fera un pas de plus vers la création d'une monnaie pour l'Alliance-même si cet objectif est difficile-ce qui portera clairement atteinte à la grande arme monétaire des États-Unis. La Russie effectue déjà 75 % de ses échanges commerciaux en dehors du dollar.

L'annonce d'un nouveau système de paiement international, une alternative à SWIFT, pourrait surprendre, alors que les rumeurs se multiplient selon lesquelles les membres de la coalition sont en train de finaliser les consultations

et procédures techniques. La demande des BRICS pour un système SWIFT alternatif est un objectif déclaré depuis 2015. Le premier problème était et reste celui des règlements en monnaies nationales, c'est-à-dire des taux de change sans la médiation du dollar. Dans ce contexte, les BRICS se sont engagés l'année dernière à adopter une éventuelle monnaie commune ou quelque chose de similaire.

La volonté de plusieurs États de la «périphérie» de se libérer du dollar est également particulièrement importante. C'est ainsi que l'on voit, par exemple, les pays d'Asie du Sud-Est, comme la Malaisie, la Thaïlande—qui devrait être accepté au sein des BRICS lors du sommet de Kazan—et le Vietnam aller dans cette direction. Il convient de noter que 60% des échanges commerciaux entre la Russie et le Vietnam se font désormais sans dollar américain ni euro.

La coopération positive et constructive avec tous les pays intéressés, les quelque 30 pays qui frappent à la porte des BRICS, dont le Mexique, le Bangladesh, le Congo, le Nigéria, le pays le plus peuplé d'Afrique, etc., sera une priorité clé de la coalition et qui vise également à renforcer la coopération dans les contacts culturels et humanitaires, à promouvoir la coopération dans les domaines de la science, de la haute technologie, des soins de santé, de la protection de l'environnement, de la culture, des sports, des échanges de jeunes et de la société civile.

Il convient de noter que l'alliance des BRICS a adressé sa première invitation au Venezuela, riche en ressources naturelles, pour participer au 16e sommet de Kazan. Si ce pays rejoint les BRICS et cesse de vendre des quotas pétroliers aux entreprises américaines, les conséquences pourraient

être désastreuses pour les États-Unis.

Construire un système de relations internationales plus juste et plus démocratique, exempt de diktat, de violence et de pression des sanctions et basé sur une réelle égalité, est en même temps l'objectif clair de la coalition des BRICS.

Les pays du Sud doivent se débarrasser du colonialisme économique et contrôler leurs propres ressources productrices de richesses par un front de «décolonisation». Cela peut se faire en premier lieu par la «dédollarisation» du commerce mondial. Cette évolution a commencé avec la vente du pétrole par les principaux producteurs en monnaie nationale, ou avec l'expulsion des Français d'Afrique de l'Ouest, où ils obtenaient au Niger l'uranium pour leurs centrales nucléaires à un prix très bas par rapport au prix du commerce international.

Les BRICS, bien que développant de manière dynamique la coopération entre eux dans plusieurs domaines, n'ont pas acquis la structure et l'organisation d'autres organisations internationales, une question qui sera probablement examinée lors du sommet de Kazan puisque les priorités politiques de la présidence russe incluent la «promotion du développement institutionnel des BRICS».

En conclusion, je voudrais souligner que le sommet de Kazan marquera le début de la fin du dollar américain comme seule monnaie de réserve mondiale, le déclin de la domination des États-Unis et du monde occidental en général, et l'aube d'une nouvelle ère, celle d'un monde multipolaire démocratique.

***Isidoros Karderinis est né à Athènes en 1967. Il est journaliste, romancier et poète. Facebook : Karderinis Isidoros**

UFDG

Cellou Dalein Diallo s'adresse aux militants en visioconférence

Lors de l'assemblée générale hebdomadaire de l'UFDG qui s'est tenue le samedi 14 septembre 2024, son président, Cellou Dalein Diallo, en visioconférence, s'est exprimé sur l'actualité sociopolitique de la Guinée et les débats sur une éventuelle candidature du président de la transition guinéenne. Il a accusé le CNRD de se livrer à l'achat de conscience et à l'intimidation des Guinéens pour se maintenir au pouvoir.



« Nous ne pouvons pas tolérer que les droits et des libertés des citoyens soient confisqués par une junte qui n'a aucune légitimité et qui a décidé tout simplement de nier tous ses engagements. Dans toutes nos communautés dans nos sociétés traditionnelles le respect de la parole donnée, du serment est sacré. Quelqu'un qui, librement, jure devant Dieu et sur le Coran, devant les hommes qu'il ne sera pas candidat aux élections, ni lui, ni ses collaborateurs de la transition, ni les membres du Gouvernement, ni les membres du CNT trouve aujourd'hui les moyens de violer le serment à cet engagement... Nous devons exiger par tous les moyens le respect des dispositions de la charte et le retour à l'ordre constitutionnel et la non candidature des membres du CNRD, du Gouvernement et du CNT. Ils sont nombreux ces leaders d'opinion qui vont soutenir la trahison de la parole donnée. Parce que vous savez ils ont mis en place un budget colossal pour l'achat de conscience des leaders politiques, des acteurs de la société civile, des leaders religieux, des journalistes et patrons de presse. Et il y en a qui vont céder à l'intimidation et à la répression, mais ça ce n'est pas l'UFDG. (...) Vous savez 90% des Guinéens veulent

exercer ce droit fondamental, de choisir et de sanctionner le cas échéant leurs dirigeants », a fait savoir l'ancien Premier ministre de feu Lansana Conté, en visioconférence avec les cadres et militants de l'UFDG réunis en assemblée générale.

Kèfina Diakité

PRIMATURE

Ce que Bah Oury pense de la "disparition" de Foniké Menguè et Billo Bah

Le Premier ministre guinéen, Amadou Oury Bah, connu sous le nom de Bah Oury, à la faveur d'une récente sortie médiatique avec la chaîne allemande Deutsche Welle (DW), a dit ce qu'il pense de la "disparition" de Oumar Sylla "Foniké Menguè" et de Mamadou Billo Bah depuis le 9 juillet dernier. Il dit n'avoir aucune information sur le lieu de détention des deux responsables du FNDC (Front national pour la défense de la constitution, structure dissoute par le CNRD).

« Si j'étais au courant, je serais le plus heureux de le faire savoir au monde entier. Mais ce qui est plus évident, par rapport à cette question qui ne nous fait pas honneur, nous n'avons pas intérêt en tant que gouvernement d'avoir deux activistes qui disparaissent... Ceci dit, nous sommes dans une période assez troublée aussi bien de par la fragilité actuelle de nos institutions, que par l'insécurité ambiante dans la sous-région. Et à cela, il faut ajouter un certain activisme de certaines forces politiques qui n'ont pas digéré d'avoir perdu le pouvoir et qui n'hésitent pas à utiliser tous les moyens possibles inimaginables pour espérer ramener la Guinée à la situation d'avant », a expliqué le locataire du palais de la Colombe. Et d'ajouter : « dans ce contexte, ce que nous pouvons recommander aux uns et aux autres, c'est d'exprimer leur opposition de la manière la plus responsable, la plus constructive pour ne pas se laisser embarquer dans des aventures qui risqueront d'être sans lendemain, avec



des blessures encore sur la société et sur les populations. Le Procureur Général près la Cour d'Appel de Conakry avait fait un communiqué en ce qui concerne la disparition supposée de ces 2 activistes.

Depuis lors, nous insistons auprès de l'autorité judiciaire de continuer à faire les recherches afin qu'on sache où se trouvent ces 2 activistes dont on est sans nouvelles depuis »

Kaba Kankoula

MÉDIAS PRIVÉS

La HAC annonce la disponibilité de la subvention annuelle

Le mercredi 18 septembre 2024, dans un communiqué, le président de la Haute Autorité de la Communication (HAC), Boubacar Yacine Diallo, a annoncé la disponibilité de la subvention aux médias privés d'un montant de trois milliards 633 millions 345 mille francs guinéens.

« La Haute Autorité de la Communication (HAC) a le plaisir d'informer les fondateurs et les responsables des médias privés que la somme de trois milliards six cent (3.633.345.000GNF) accordée aux médias privés par le Gouvernement au titre de la subvention de l'exercice 2024, est disponible », a informé le président de la HAC. Avant

d'inviter les associations de presse à procéder à la répartition de ladite subvention, sur la base de critères objectifs et à fournir à la HAC la liste des ayants droit et les montants attribués à chaque organe.

« La Haute Autorité de la Communication saisit l'occasion pour adresser ses remerciements au Président de la République, Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées et au Gouvernement pour l'aide apportée aux médias privés », peut-on lire dans le communiqué de la HAC qui dit compter sur la rigueur qui doit caractériser la répartition de la subvention entre tous les ayants droit.

Mamadou Oury



AG DE L'UFDG

Cellou Baldé dénonce la privation des libertés en Guinée

Lors de l'assemblée générale de l'UFDG qui s'est tenue le samedi 14 septembre 2024, Cellou Baldé, le coordinateur des fédérations de l'intérieur du pays, a dénoncé la privation des libertés individuelles et collectives en Guinée. Il dit avoir l'impression de vivre dans une nation à deux (2) Républiques.



A propos de la mobilisation des pro-CNRD au retour du président Doumbouya de Chine, Cellou Baldé dira ceci : « Je veux dire à l'opinion publique nationale et internationale que mobilisation n'est pas

mobilisation. À l'UFDG, ce n'est pas cinquante mille francs (50.000fg) et un T-shirt (...), c'est la conviction. À l'UFDG, le militant confessionne sa tenue, achète son T-Shirt, la section motard achète

sa moto. Alors s'ils veulent voir la mobilisation, ils cessent du deux poids deux mesures, s'ils veulent voir la mobilisation, les carnivals, ils savent qu'on ne peut pas se comparer à l'UFDG. Alors s'il s'agit de

mobiliser, de démontrer ou de réceptionner, ils n'ont qu'à permettre à tous les Guinéens de s'exprimer de la même manière, de manifester ».

L'ancien député uninominal de Labé de poursuivre son intervention en ces termes : « Aujourd'hui, nous avons l'impression de vivre dans une nation à deux républiques, nous avons une première république où il y a une justice, des forces de défense et de sécurité et une administration. Pour la première, c'est ceux-là qui ne demandent pas le retour à l'ordre constitutionnel, pas de démocratie, pas d'État de droit et pas d'élection en république de Guinée... C'est nous les citoyens pro-démocratie qui se battent pour améliorer les conditions de vie des Guinéens, c'est vous la presse, c'est les

acteurs de la société civile conscients des enjeux et défis à relever, c'est nous les acteurs politiques qui prônent une démocratie apaisée...Donc, qu'on permette une partie de la population de dilapider en toute impunité les ressources du pays, de faire l'achat des consciences, de braver ce qu'on appelle les interdits, parce que pour nous, ce que la charte a consacré n'est pas du tout interdit. Et donc, si on veut la mobilisation, qu'on permette les autres guinéens, les guinéens les plus nombreux, j'ai dit bien les 90% des guinéens qui se battent pour la démocratie, l'État de droit, le retour à l'ordre constitutionnel de se manifester...», a martelé Cellou Baldé lors de l'AG de l'UFDG.

Kaba Kankoula

TRANSITION CNRD

Elie Kamano fait part de ses craintes

Elie Kamano serait-il dans le viseur des autorités de la transition guinéenne ? C'est la question que l'on serait tenté de se poser aujourd'hui. Le reggae-man engagé a en effet multiplié ces derniers temps des sorties et des déplacements dans les pays de la sous-région (Niger, Sénégal, Mali) pour dénoncer la façon dont la transition guinéenne est conduite par le général Mamadi Doumbouya et ses compagnons du CNRD.

Dans une vidéo publiée le samedi 14 septembre 2024, sur sa page Facebook, Elie Kamano, depuis Bamako (Mali), a déclaré qu'un commando serait parti de Conakry pour l'enlever et le tuer. Il dit être en tournée depuis peu dans les pays de l'AES pour apporter son soutien aux pays et peuples de l'AES et également parler de la situation en Guinée. Il a déjà fait le Niger où il a rencontré le Président Tiani, échangé avec le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko à Dakar et le Burkina Faso pour aider, dit-il, les peuples de l'AES dans leur combat contre le terrorisme et aussi l'impérialisme.

« Je suis opposé à Mamadi

Doumbouya pour le non-respect de la parole donnée. Mamadi Doumbouya et ses amis veulent donner la Guinée aux Français. Et si la Guinée devient une base française, cela n'est pas bien pour l'AES. Dans ma tournée pour appuyer l'AES, je suis menacé au Mali. Ils ont envoyé un commando ici à Bamako pour m'envoyer en Guinée et me tuer. La mission est rentrée ici à Bamako, les gens m'ont appelé, les services de renseignement m'ont appelé pour me dire d'être vigilant, que Doumbouya et ses hommes ont envoyé une mission ici pour me faire du mal. J'annonce au peuple malien que suis au Mali, je veux que les autorités



du Mali prennent leur responsabilité pour ne pas que quelque chose m'arrive ici à Bamako après avoir fait sans problème le Niger,

le Sénégal, le Burkina Faso parce que mon combat c'est pour l'AES, pour l'Afrique, pour les Noirs, pour la liberté et pour la vérité », a écrit

l'artiste Elie Kamano sur sa page Facebook en signe d'alerte.

Mamadou Oury

PROJET DE NOUVELLE CONSTITUTION

Les observations de Mansour Kaba du PAG

Le samedi 14 septembre 2024, Elhadj Mansour Kaba, le président du Parti panafricain de Guinée (PAG) a animé une conférence à la maison de la presse pour faire des observations sur le projet de constitution présenté par le Conseil National de la Transition (CNT).



« Le Conseil national de la transition (CNT) s'efforce de présenter son projet de constitution aux diverses organisations de la société civile en République de Guinée. En ma qualité de dernier candidat à la toute première élection présidentielle de décembre 1993 encore en activité en Guinée, je crois qu'il est de mon devoir de communiquer à la communauté nationale et internationale mon avis sur ce projet de constitution. Avant une étude approfondie de ce projet de constitution, je crois dès maintenant pouvoir formuler les critiques suivantes. Ces critiques se basent sur la conférence de presse que le président du CNT a organisé avec la presse pour présenter le projet de constitution. De la nécessité d'un préambule, les auteurs du projet de Constitution de la République de Guinée semblent proposer

au Peuple de Guinée un projet de constitution qui relève de l'An 1 de la République de Guinée, c'est-à-dire octobre 1958, sans aucune considération pour les années antérieures. Le préambule devrait signaler ce que nous sommes aujourd'hui et où nous voulons aller demain. Or, l'Etat guinéen est dans sa soixante-sixième année d'existence. Il a déjà connu plusieurs constitutions ou lois fondamentales. D'où l'impérieuse nécessité d'évoquer dans un préambule les conditions de refondation de l'Etat guinéen selon le CNRD après sa prise du pouvoir le 5 septembre 2021. Il s'agit de rappeler dans ce préambule les garanties promises selon lesquelles ni le Président de la Transition, ni aucun membre du CNRD, du gouvernement et du CNT ne pourra être candidat aux diverses élections qui mettront fin à l'actuelle

Transition. Ces principes ont également été retenus par la CEDEAO », a fait savoir Elhadj Mansour Kaba. Et de proposer une révision de cette loi. « Toute négligence de cette obligation devra être considérée comme une porte ouverte à la trahison des engagements initiaux des responsables de la Transition. Le projet de constitution du CNT introduit une discrimination par l'âge des candidats aussi bien pour les jeunes âgés de moins de 35 ans que pour les vieilles personnes âgées de plus de 80 ans. Cette discrimination est intolérable car elle retire aux citoyens la liberté de voter pour les candidats de leur choix. Le rôle d'une Constitution n'est pas d'organiser cette discrimination arbitraire et attentatoire aux droits fondamentaux des citoyens guinéens. », a fait observer Elhadj Mansour Kaba.

Mamadou Oury

JUSTICE

Les avocats français de Foniké Menguè et Billo Bah écrivent à la CEDEAO

L'on est toujours sans nouvelles de Oumar Sylla alias Foniké Menguè et Mamadou Billo Bah, deux responsables du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC, dissous officiellement par le MATD). Ce depuis le 9 juillet dernier. Une disparition qui inquiète au plus haut point leurs avocats français William Bourson et Vincent Brengarth, qui ont cru devoir adresser une lettre à la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dont il fustige le silence "coupable" dans cette affaire.

« Si nous vous écrivons aujourd'hui, c'est pour vous faire part de notre sidération face à l'absence de réaction forte de la CEDEAO à la suite de la disparition de deux membres du FNDC, Messieurs Foniké MENGUE et Billo BAH, le 9 juillet dernier. Nous ne comprenons pas ce silence. Il nous interpelle au plus haut point. Il est indispensable qu'une telle réaction ait lieu », ont écrit les deux avocats français. Et de faire observer que le rôle de la CEDEAO est central pour peser sur les autorités guinéennes afin de mettre un terme à cette situation bafouant, disent-ils, les droits les plus élémentaires. « Il en va également du crédit attaché à votre institution dont nous savons l'importance et de ce qu'elle représente pour les populations civiles. Nous le savons, cette influence a déjà été entachée par le récent départ du Niger, du Mali et du Burkina Faso. Cette affaire offre par conséquent l'occasion de démontrer la persistance des engagements de la CEDEAO

dans l'accompagnement des populations des pays membres. Personne ne peut plus faire semblant de l'absence de réelle volonté des autorités guinéennes de mener des investigations sur la disparition des activistes, précisément en raison de tous les éléments qui les accablent lourdement. C'est de la responsabilité de la CEDEAO, qui occupe un rôle de médiation déterminant, d'agir auprès de la junte. Il est au surplus évident qu'aucune perspective crédible de transition démocratique ne peut exister au regard de la situation totalement dégradée en Guinée. La disparition des deux activistes est symptomatique des attaques à l'endroit de la partie civile pour intimider toute force d'opposition. Il est impossible de rester témoin de la stratégie consistant à faire se prolonger indéfiniment cette situation, dans l'espoir que les soutiens se démobilisent. C'est une stratégie connue. Elle est érodée. Votre responsabilité est aussi d'empêcher que la disparition des deux activistes



tombe dans l'oubli, compte tenu des procédés mis en œuvre par les autorités pour ensevelir cette affaire », indiquent-ils, tout en demandant l'implication de la CEDEAO pour la libération des deux activistes du FNDC. « Nous demandons à ce que

Messieurs Foniké MENGUE et Mamadou BILLO BAH, prisonniers politiques, soient mis en liberté de toute urgence. Nous vous demandons solennellement d'œuvrer en ce sens. Nous vous demandons d'intervenir afin que des

investigations interviennent mais également que des sanctions soient prises sans délai », peut-on lire dans la lettre des deux avocats français adressée à la CEDEAO.

Kéfina Diakité

SOUTIEN À LA TRANSITION CNRD

Le RPG Arc-en-ciel pointe du doigt la France

Le samedi 14 septembre 2024, le RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir, a tenu son assemblée générale hebdomadaire à son siège national, à Gbessia, dans la commune du même nom. Une occasion qui a été mise à profit par des cadres du parti pour pointer du doigt la France, l'ancienne puissance colonisatrice de la Guinée, pour son soutien supposé à la transition conduite par le général Mamadi Doumbouya depuis le 5 septembre 2021.

« Le Président Sékou Touré a dit que nous avons chassé l'impérialisme par la grande porte, mais je demande au peuple de Guinée de rester vigilant, car l'impérialisme est capable de rentrer par la fenêtre », a relevé l'Honorable Mohamed Lamine Kamissoko. « Aujourd'hui, la transition actuelle est soutenue directement et indirectement par qui ? Par la puissance colonisatrice qu'on a chassée. C'est elle qui mobilise les autres à soutenir cette transition... Quand on a acquis notre indépendance, c'est au bout de l'effort du peuple de Guinée. Ce n'est donc pas la CEDEAO qui va venir changer notre situation. Ce n'est pas l'Union africaine qui va venir

changer notre situation. Ce n'est pas l'Union européenne qui va venir changer notre situation. C'est nous peuple de Guinée, si on se donne la main. C'est nous qui sommes capables de changer notre situation, compter sur nos propres forces et assurer sa propre sécurité. C'est ce que camarade Sékou Touré nous a enseigné », a-t-il indiqué. Il faut rappeler qu'au lendemain de leur prise du pouvoir dans les conditions que l'on sait, le général Mamadi Doumbouya et ses compagnons du CNRD ont librement promis d'organiser des élections libres et transparentes de la base au sommet pour remettre le pouvoir aux civils. Des élections auxquelles

aucun membre d'un membre d'un organe de la transition (Président de la Transition, CNRD, CNT, Gouvernement de transition) ne sera candidat. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui ne cachent plus leur scepticisme quant au respect du chronogramme de la transition par les autorités en place. C'est le cas des acteurs sociopolitiques regroupés au sein des Forces vives de Guinée qui se disent prêts à amener le CNRD à respecter ses engagements, en remettant le pouvoir aux civils à l'issue d'élections libres et transparentes.

Kaba Kankoula

SÉNÉGAL

Le chargé de sécurité de l'ancien parti au pouvoir en garde à vue



Au Sénégal, le chargé de sécurité du parti de l'ex-président Macky Sall (2012-2024), Jérôme Bandiaky, un homme-clé de la gestion de la sécurité sous l'ancien chef d'État, a été interpellé la nuit du 18 septembre 2024 et placé en garde à vue à la division des investigations criminelles pour enquête.

Selon plusieurs sources, l'arrestation a eu lieu vers 22h mercredi soir au domicile de

Jérôme Bandiaky en centre-ville.

Le chargé de la sécurité de l'Alliance pour la République (APR), le parti de l'ex-président du Sénégal Macky Sall, a ensuite été emmené dans les locaux de la division des investigations criminelles pour enquête. C'est là qu'il est aujourd'hui pour être interrogé, selon un porte-parole de la police. Pour l'heure, aucun élément n'a filtré sur la raison

de cette arrestation.

Ancien garde du corps de Macky Sall

Jérôme Bandiaky a été tour-à-tour garde du corps de Macky Sall quand ce dernier était encore dans l'opposition puis président, tout comme de différents ministres et personnalités du parti de l'ex-président, l'APR. Une figure centrale dans la gestion de la sécurité sous Macky Sall. Son nom aurait également été cité à plusieurs reprises dans les témoignages de victimes de la répression des manifestations de l'opposition entre mars 2021 et février 2024.

La presse cite aussi une affaire jamais élucidée depuis novembre 2021 : celle de la disparition de deux sous-officiers de l'armée sénégalaise, Didier Badji et Fulbert Sambou, et pour laquelle Jérôme Bandiaky pourrait être interrogé. Aucune information officielle à ce sujet.

RFI

DIVERS

NOMINATION D'ANCIENS MINISTRES AU POSTE DE DG

La réaction de Abdoulaye Kourouma du RRD

Le jeudi 12 septembre 2024, Abdoulaye Kourouma, le président du parti RRD, a réagi à la nomination, la veille, de trois anciens ministres du gouvernement Goumou au poste de Directeur général. Il s'agit de Guillaume Hawing nommé DG du CNSP, de Dr Lanciné Condé qui devient DG de la SONAP et d'Elhadj Gando Barry qui hérite du poste de DG d'EDG. Pour ce leader politique, la nomination de ces trois anciens ministres au poste de DG est inopportune.



« Je pense qu'il faut se poser 2 à 3 questions. Est-ce qu'il y a un problème de cadres ou de relèves qui se pose dans le pays ? La 2ème question, est-ce que les parrains de ces cadres qui viennent de se retrouver directeurs étaient en train de leur chercher un point de chute ? Et la 3ème, est-ce que c'est une question de cadres intègres ou de réseau ? Parce que je ne peux pas comprendre que quelqu'un qui a été ministre de l'Enseignement pré-universitaire, un département aussi stratégique, se retrouve dans une petite direction. Je crois qu'il y a de quoi s'interroger...Maintenant comme nous sommes tous des Guinéens, d'autres aussi ont à défendre leur honneur et leur dignité par endroits, d'autres par contre ce n'est pas leurs problèmes. Moi en tout cas Abdoulaye Kourouma, je peux quitter directeur pour devenir ministre mais je ne quitterai pas ministre pour devenir directeur dans une petite direction. Quelqu'un aussi qui a été ministre d'un département technique et stratégique puis conseiller du Président de la République et qui se retrouve directeur à l'EDG, ça je comprends parce qu'à l'EDG

il y a un problème de gestion, ce n'est pas un problème d'ingénieurs en électricité mais c'est un problème de gestionnaire à ce niveau », a fait observer Abdoulaye Kourouma, le chef de file du parti RRD. Et d'ajouter : « Je crois qu'on n'est pas arrivé à ce niveau ou il y a un manque de cadres qui se pose dans le pays. Je leur souhaite bon vent, tandis que d'autres cadres dans ces directions pouvaient être repêchés pour être directeurs parce que quand vous confiez la responsabilité même à un cadre subalterne de ces directions, il pourra mieux faire que celui qui ne connaît pas la situation de cette direction. Puisqu'avant qu'il ne soit familiarisé avec les dossiers, de déceler tout ce qu'il y a comme problème au sein de sa directeur, ça prendra du temps et la question qu'on se pose c'est est-ce qu'il va apporter un changement avant 3 à 6 mois...Nous n'avons pas les mêmes compréhensions sur des sujets mais il est quand même difficile de comprendre que ces ministres là soient dans les directions comme si on était en manque de cadres. »

Kaba Kankoula

Un programme de trois jours qui ne promet que de bonnes nouvelles ! Les Témoins de Jéhovah, qui organisent des rassemblements à caractère international depuis de nombreuses années, réuniront une nouvelle fois des milliers de personnes à Conakry, Guinée



Conakry–1erseptembre -Dans un monde où les mauvaises nouvelles ne cessent d'inonder les réseaux sociaux, la télévision et la radio, un rassemblement de trois jours ouverts au public n'annoncera que de bonnes nouvelles !

Les Témoins de Jéhovah, qui organisent des rassemblements à caractère international depuis de nombreuses années, seront de retour à L'Université de Sonfonia à Conakry, avec un programme très attendu et motivant, conçu pour reconforter et encourager.

Les Témoins de Jéhovah tiendront leur Assemblée Régionale intitulée « Annonçons la bonne nouvelle ! » le weekend du vendredi 27septembre2024. Cet événement gratuit durera trois jours, et plus de 1000 assistants sont attendus à l'Université de Sonfonia au cours de ce week-end.

« Nous nous réjouissons de collaborer une nouvelle fois avec les autorités de l'Université de Sonfonia qui s'apprête à accueillir l'un de nos rassemblements annuels, explique Thierry Pourthié, porte-parole local des Témoins de Jéhovah. L'Assemblée Régionale est l'un des moments marquants de l'année pour des milliers de personnes qui feront le plein d'idées encourageantes et pourront profiter du programme dans un cadre bien approprié. »

L'Assemblée Régionale « Annonçons la bonne nouvelle ! » présentera des vidéos, des discours et des interviews inspirés de l'enseignement biblique sur des sujets tels que...

- Une bonne nouvelle, enfin !
- Libérés de « la crainte des mauvaises nouvelles » !
- Pourquoi et comment « rester attaché à la bonne nouvelle » ?

Le programme du samedi sera marqué par le baptême de candidats habitant dans la région, et un film en deux parties captivera l'assistance les vendredi et samedi matin. Avant ce rassemblement annuel, les Assemblées locales de fidèles lanceront une campagne d'invitation pour cet événement gratuit à l'intention des personnes de leur localité.

L'année dernière, près de 13 millions de personnes ont assisté aux plus de 6000 Assemblées Régionales dans le monde.

Pour plus d'informations sur ce rassemblement gratuit et pour trouver une Assemblée Régionale proche de chez vous, allez sur : jw.org « Qui sommes-nous ? » Rassemblements annuels.

Informations associées à l'événement

Objet : Assemblée Régionale 2024 intitulée « Annonçons la bonne nouvelle ! »
Organisée par les Témoins de Jéhovah

Langue : français et anglais

Dates : 27 au 29 septembre 2024

Lieu : L'Université de SonfoniaT7, Corniche Nord, Conakry

Invités : Tout le monde est invité.

Informations détaillées : L'événement est entièrement gratuit.

Vendredi: 9h20 - 16h55

Samedi: 9h20 - 16h30

Dimanche : 9h40 - 15h40

Plus d'informations : Pour obtenir le programme détaillé, allez sur :

www.jw.org « Qui sommes-nous ? » Rassemblements annuels.

